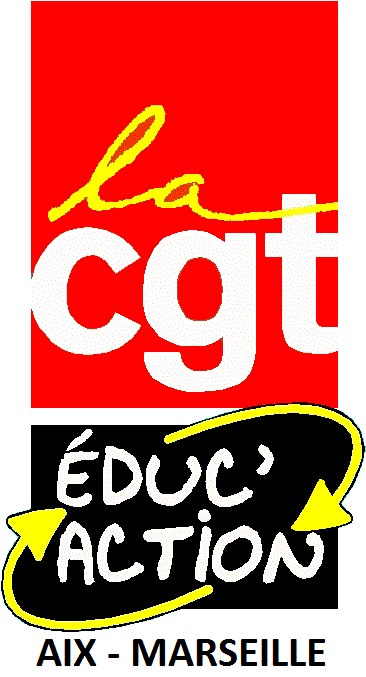
**Réforme des retraites :**



**« Il n’y aura pas de perdants… » - Mon oeil !**

**Un calcul « perdant-perdant »**

Avec le nouveau système universel à points, la référence aux **25 meilleures années** (pour les salarié.es du privé) et aux **6 derniers mois** (pour les fonctionnaires) disparaît.

**Toutes les pensions vont donc baisser, dans le public comme dans le privé. Il ne peut en être autrement avec le calcul sur l’ensemble de la carrière. Cette baisse générale des pensions est aussi inscrite dans les coordonnées de la réforme qui instaure la limitation de la part des retraites dans le PIB à 14 %.**

**« Il faut sanctuariser la part des retraites dans le PIB… » Sic !**

Les membres du gouvernement ont affirmé à de nombreuses reprises qu’un des objectifs de la réforme, pour des raisons de « sérieux budgétaire », était de « sanctuariser » la part actuelle des retraites dans le PIB. Ce qui revient à la limiter arbitrairement à 14 %, soit la proportion actuelle de la richesse produite annuellement qui est consacrée aux retraites. Mais au nom de quoi « sanctuariser » un tel partage de la richesse ?

**Ce chiffre de 14 % est un totem, qui n’a pas de fondement économique**. **En réalité il n’a pas d’autre fondement que de figer arbitrairement et une fois pour toutes la part du PIB consacrée aux retraites. C’est un choix ultra-libéral qui vise à verrouiller pour l’avenir un aspect essentiel du partage de la richesse produite.**

**Sanctuariser la part des retraites dans le PIB revient à organiser la baisse des pensions**

Cela contredit l’affirmation selon laquelle avec le système Macron-Delevoye-Philippe « il n’y aura pas de perdants ». Aujourd’hui la part des retraites dans le PIB c’est 14 %. Le gouvernement impose avec sa réforme que dans 30 ans cette part ne puisse pas dépasser 14%. Sauf que d’ici 30 ans la part des plus de 65 ans dans la population va augmenter pour passer de 20 % actuellement à 25 % aux alentours de 2050. Le résultat est mécanique. Si la part du PIB consacrée aux retraites ne varie pas et que nous sommes plus nombreux.ses à nous la partager, les retraites doivent baisser…

**La « règle d’or » c’est en fait un verrouillage du montant des dépenses de retraite qui organise l’appauvrissement des retraité.es et interdit tout débat à l’avenir sur le financement de notre système de protection sociale. Plutôt que d’augmenter la part de la richesse produite consacrée à son financement, le gouvernement choisit de nous laisser qu’une seule alternative : l’appauvrissement ou le recours à l’assurance privée…**